

BRETAGNE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE COOP DE FRANCE OUEST

La compétition entre les politiques agrico

■ Débat de haute volée, mercredi dernier lors de l'assemblée générale de Coop de France Ouest. Le président Jean-Marie Guabillaud avait invité deux spécialistes de l'économie mondiale à venir s'exprimer sur leur vision de ce que devraient, ou de ce que pourraient être, demain, les échanges commerciaux mondiaux. D'un côté, Bastien Gibert, représentant Momagri, de l'autre Alexandre Gohin, économiste et chercheur à l'Inra, se sont livrés à une bataille d'arguments, notamment sur les propositions de Momagri pour une nouvelle organisation mondiale des échanges commerciaux. Des échanges d'un très haut niveau, accrochez vous !

Bastien Gibert a dévoilé les grands axes de propositions de Momagri (voir encadrés). Selon cette organisation, les modèles économiques sont la référence des négociations internationales. Mais ceux habituellement utilisés (Banque mondiale, OCDE, Fapri) sont construits avec des hypothèses inappropriées, inexactes et orientées qui faussent les décisions et conduisent l'agriculture dans une impasse : que ce soit dans le cadre de l'OMC, de la PAC ou de la lutte mondiale contre la pauvreté. Les modèles démontrent que les prix ne sont pas volatils et qu'ils tendent à se stabiliser naturellement dans un monde entièrement libéralisé. Il était urgent de créer une vision non déformante de l'avenir.

CONSTRUIRE UN MODÈLE

Cette approche totalement tronquée de la réalité a conduit le Momagri à mettre la priorité sur la construction d'un modèle, le modèle Momagri. Il intègre l'ensemble des spécificités de l'agriculture et des variables qui lui sont associées, économiques, sociales, énergétiques et environnementales. C'est un modèle d'équilibre général calculable auquel sont reliés sept modules spécifiques indépendants mettant en évidence les interactions entre l'agriculture et les grands enjeux de l'humanité, notamment l'évaluation des risques endogènes et

des aléas climatiques, le niveau de dépendance vis-à-vis de l'étranger, les effets sur la pauvreté, la préservation de l'environnement, le développement durable et l'avenir de la planète.

Premier modèle à vocation stratégique, il se veut un véritable outil d'aide à la décision, tant pour les États que pour les Institutions internationales. Il facilitera les négociations car elles se dérouleront sur des bases plus réalistes et plus transparentes.

UNE AGENCE DE NOTATION

A l'égal des agences de notation financières, sociales, environnementales ou éthiques, l'agence NRA (Nouvelles régulations agricoles) sera la pierre angulaire du dispositif d'information et de prescription au service de la régulation mondiale agricole.

Adossée à un conseil de sages, elle réunira des grandes consciences internationales et délivrera des avis et des recommandations qui contribueront à définir les prix d'équilibre et les seuils d'alerte, préconisera les modes de régulations appropriés, notera les différents pays en fonction de leurs politiques agricoles et environnementales, mettra à la disposition des autres organisations internationales, et notamment de l'OMC et de la FAO, ses analyses et ses prévisions.



Le Momagri

Momagri est un think tank (un groupe de réflexion et de proposition) présidé par Pierre Pagesse, président de Limagrain, qui rassemble des responsables du monde agricole et des personnalités d'horizons extérieurs (santé, développement, stratégie et défense,...). Son objectif est de promouvoir une régulation des marchés agricoles en créant de nouveaux outils d'évaluation (modèle économique, indicateurs,...) et en formulant des propositions pour une politique agricole et alimentaire internationale. Momagri veut informer et sensibiliser sur l'importance croissante de l'agriculture, être une force de proposition pour organiser une gouvernance mondiale de l'agriculture, construire les instruments d'une nouvelle régulation internationale de l'agriculture.

Elle développera et tiendra en permanence à jour des indicateurs clés par marché et par région en termes économiques (niveau des stocks et des prix,...), sociaux (niveau de pauvreté, dumping social,...), climatiques et environnementaux, énergétiques, financiers et monétaires.

GÉRER LE RISQUE

Suite à cette présentation, Alexandre

les : quelle stratégie pour l'Europe ?

Bastien Gibert (à gauche) et Alexandre Gohin.



Gohin a livré sa vision sur quelques points très spécifiques. Tout d'abord, il s'est attaché à revenir sur la notion de risque. Pour lui aussi, le risque est un facteur de réduction de la compétitivité d'un secteur. Face à un risque, les différents acteurs ont tendance à freiner leurs investissements et la production. Alors, la libéralisation des politiques agricoles a-t-elle contribué à la volatilité des prix ?

Dans la mesure où l'agriculteur est confronté directement au risque des marchés, la réponse donnée est positive. Pour contrer ce facteur risque, il convient d'analyser les types de risques auxquels sont confrontés, en particulier, les agriculteurs. Leur réaction sera tout à fait différente suivant qu'il s'agisse, par exemple, d'un risque climatique inhérent à la spécificité de son activité, et que l'exploitant peut en quelque sorte anticiper en diversifiant son assolement et en adaptant son mode de production. Par contre, le risque lié au marché est, lui, beaucoup plus éloigné et beaucoup moins maîtrisé par l'exploitant et il aura peu de prise sur ce dernier.

LES SYSTÈMES ASSURANCIELS

Pour Alexandre Gohin, pour stabiliser la production agricole à l'échelle d'une

région comme à l'échelle de la planète et donc lisser les fluctuations de prix et de revenu, un seul outil donne véritablement satisfaction. Il s'agit de l'outil assurantiel. En effet, la même somme investie sous forme, d'un côté, d'aide directe et, de l'autre, d'aide assurantielle aura pour la seconde un effet levier beaucoup plus importante. L'agriculteur peut investir, se consacrer à la production de son outil sans crainte. Le seul effet pervers de cet outil assurantiel est le risque de "perte en charge". En effet, des études aux USA ont démontré que, pour 2,5 milliards de dollars investis dans l'assurance, 1,5 ont été conservés par les assureurs !

LES SPÉCULATEURS.

La seconde question à laquelle Alexandre Gohin a tenté de répondre est "la spéculation a-t-elle augmenté les fluctuations de prix ?". Contrairement aux idées, en général, émises sur le sujet, il a répondu plutôt par la négative. En effet, il considère que les spéculateurs ont pris leurs positions sur les produits agricoles bien avant 2008, vers 2006. Ils ont donc plutôt agi en jouant un rôle d'incitation à la production avant la crise et ont commencé à se retirer de leurs positions de long terme avant la flambée des prix. Mais, alors, peut-être faut-il les distinguer des spéculateurs de court terme qui, eux, à ce moment-là, sont entrés sur les marchés. Il faut bien préciser, qu'en

moyenne, sur ces marchés, sur 25 opérations de gré à gré concernant des productions agricoles, 24 ne faisaient pas l'objet d'un "débouclage" sur le marché physique. C'était ainsi purement de l'achat et de la revente au cours d'une même journée, sans faire l'objet d'un transfert du produit brut. Ces opérations-là ont contribué probablement à faire monter les cours.

Sur l'analyse des propositions de Momagri, plusieurs points de convergence apparaissent. Sur la nécessité, d'une part, d'une régulation et, d'autre part, d'un "gendarme mondial du commerce international". Sur l'intérêt aussi de considérer l'agriculture pour quelque chose d'autre que seulement des produits agricoles. Toutefois, à ce niveau-là, et dans le cadre des négociations internationales, il considère que l'Europe a déjà "fait le boulot" et mis sur la table beaucoup de chiffres, de données, bref a été très transparente. Il ne faudrait pas que cela se retourne contre elle. Mais Alexandre Gohin s'avoue très sceptique sur plusieurs des propositions de Momagri, la définition des régions, ainsi que sur les outils proposés, notamment le stockage et la fixation d'un prix de produits agricoles par région. L'idée est séduisante mais "on reste un peu sur notre faim" quant à la possibilité de sa concrétisation... A suivre. ■

Jean Dubé

Les 10 priorités de Momagri

1. Considérer l'agriculture et l'alimentation comme des biens publics mondiaux.
2. Définir des prix d'équilibre par produit agricole et par grande zone économique homogène.
3. Déterminer des plages de variation libres de toute régulation et un processus de négociation obligatoire au delà.
4. Constituer des stocks d'intervention gérés au plan international.
5. Engager sur des nouvelles bases des négociations pour réduire les aides et subventions.
6. Instituer un système de prélèvement-restitution par zone économique homogène.
7. Favoriser l'investissement vers les pays les plus pauvres.
8. Mettre en place des comités de suivi et de coopération par produit.
9. Créer un Conseil de sécurité alimentaire mondial.
10. Utiliser des instruments de pilotage et d'aide à la prise de décision comme le modèle Momagri et l'agence de notation.